

ON CROIT SOUVENT QU'IL NE « VAUT » RIEN

Associatif en crise, économie en danger ?

La crise de 2008 et ses effets « à retardement » conjugués à une diminution des subsides publics hypothèquent lourdement la santé des associations. Le déclin de ce secteur « qui ne rapporte rien » a-t-il un effet sur le reste de l'économie ?

Juin 2013, selon une étude de la Banque Nationale, le poids économique des associations continuait de croître et un Belge sur neuf était employé par le secteur. Six mois plus tard, le baromètre de la vie associative réalisé par la Fondation Roi Baudouin (FRB) indiquait qu'une association belge sur trois affirmait souffrir de la crise économique. Un sentiment d'insécurité financière objectivé par des chiffres qui démontrent que cette situation est critique. Et alors ? « *Et alors, les associations et l'économie sociale contribuent largement au PIB (Produit Intérieur Brut), notamment à travers les salaires. Elles pèsent donc bien évidemment dans l'économie* », affirme Guy Raulin, formateur au CIEP (Centre d'Information et d'Éducation Populaire), président du CEFOC (Centre de Formation Cardijn) et du Mouvement Ouvrier Chrétien de Charleroi-Thuin. Avec une part s'élevant à plus de 5 % du PIB, les organisations à profit social rivalisent en effet avec d'autres secteurs importants comme la construction ou la finance. Leur poids économique s'est accru ces dix dernières années grâce à une croissance en moyenne annuelle 2,5 fois plus élevée que celle du reste de l'économie. Le secteur représente quelque 11,5 % de l'emploi salarié.

RECONNAISSANCE ET UTILITÉ

Dans une analyse publiée en 2011, la FRB clamait déjà haut et fort que le secteur associatif jouait un rôle important dans



ASSOCIATIONS.
33 % d'entre elles affichent une perte sur l'exercice 2012... et ce n'est pas fini.

l'économie en tant que fournisseur d'emplois mais aussi qu'il contribuait pour une part non négligeable au PIB belge. Pourtant, cette force sociétale peu commune manque encore de reconnaissance et de visibilité. « *On entend souvent dire que ce secteur ne produit rien. C'est tout à*

fait faux. Ce qui est vrai, c'est que les associations ne font pas beaucoup de profit et ça, c'est insupportable pour l'économie classique qui dévalorise le secteur. La culture, la santé et d'autres services fournis par les associations ont une valeur primordiale mais ils ne génèrent pas de profit en

argent et n'intéressent donc pas le capital, les actionnaires, etc. » explique G. Raulin.

CHUTE LIBRE

Au delà du constat de dégradation de leur situation économique en 2013, une association sur cinq affirme avoir rencontré des difficultés de trésorerie. Et pas d'optimisme pour l'avenir : une sur deux estime que la situation économique du secteur va encore se dégrader en 2014.

Côté chiffres, en épluchant les comptes déposés à la Banque Nationale par plus de 6000 associations, le baromètre confirme la tendance exprimée par les associations : 33 % d'entre elles affichent des pertes sur l'exercice 2012. « *La crise financière de 2008 se marque avec un effet retard*, commente Benoît Fontaine, conseiller à la FRB, interviewé par l'agence Alter. *On voit un impact brutal lors de l'année 2008. Une légère reprise a eu lieu vers 2009-2010, mais une érosion progressive est enregistrée depuis deux ou trois ans.* » Si l'on observe l'évolution depuis 2006, le nombre d'associations en perte est en augmentation de quelque 7 %. « *Les pertes sont souvent de plus en plus lourdes et les associations qui sont en bénéfice voient leurs marges diminuer* », poursuit B. Fontaine.

RENTABILITÉ ET SOUTIEN

D'aucuns prônent, pour redresser la barre, d'appliquer au secteur les recettes du marchand.

« *Comme le souligne William Baumol, qui a étudié le problème du financement public dans l'industrie du spectacle vivant et du bien culturel, on ne peut pas appliquer le raisonnement de l'industrie et ses évolutions technologiques à la culture, à l'économie sociale. Les notions de compétitivité, de rentabilité, de productivité ne tiennent pas. Répéter une pièce de Molière aujourd'hui prend autant de temps qu'à l'époque de l'auteur lui-même.* » Il faut donc soutenir ces associations afin de pérenniser leur action...

Or, ces dernières constatent une diminution de leurs subsides publics. 36 % ont vu une réduction des subsides non permanents (via des appels à projets) en 2013, alors que 26 % enregistraient la diminution des financements permanents.

Or, dans un contexte de crise, les subsides publics sont un réel enjeu pour les associations : en moyenne, ils représentent 50 % de leurs recettes (52 % en Communauté française). Avec une dépendance plus grande encore pour les grandes associations dont 71 % des recettes proviennent de ces subsides.

Cette dépendance contribue à la « mauvaise presse » économique du secteur.

« *On ne voit que le subside, mais on oublie de voir à quoi sert le travail des structures subsidiées.*

Il ne faut pas perdre de vue que les dépenses de quelqu'un sont toujours les recettes de quelqu'un d'autre. En ces grandes périodes de campagne électorale, certains partis prônent la baisse d'impôt. Moins d'impôt, c'est moins d'école, moins de policiers... moins d'associations subsidiées pour rendre des services qui servent à la collectivité. » Pour Guy Raulin, « *c'est un mauvais calcul et un manque d'intelligence...* ».

Calcul d'autant plus hasardeux que le vieillissement de la population, qui augmente la demande de soins médicaux, et la dualisation croissante de la société, qui nécessite le développement de services pour les catégories socialement vulnérables, sollicitent fortement le secteur des institutions sans but lucratif.

Le poids relatif des ISBL est particulièrement grand dans le secteur de l'action sociale : en 2010, elles ont pris à leur compte 81 % de la valeur ajoutée totale dans cette branche. Elles représentent aussi une part importante de la valeur ajoutée dans le secteur des soins de santé et dans celui des arts, des spectacles et des activités récréatives (plus de 40 %).

La solution pour redorer le blason économique du secteur ? « *Remettre en cause ce qu'on nous serine depuis trente ans, cette idée de l'économie synonyme de finance qui rapporte du fric. Un peu de bon sens ! L'économie, c'est la satisfaction des besoins de la population : culture, santé, consommation... il n'y a pas de hiérarchie philosophique des besoins !* »

FAIRE FACE

À court de créativité et d'économie de bout de chandelle, exsangues, les associations prennent des décisions radicales pour réduire leurs dépenses. En 2013, une association sur deux a ainsi dû prendre des mesures liées à ses ressources humaines. 33 % disent davantage recourir aux bénévoles, à qui on demande d'être des professionnels, et 19 % affirment avoir procédé à des licenciements.

« *L'impact de cette crise est important car 85 à 90 % de la valeur ajoutée des associations concerne l'emploi. La baisse des salaires influe sur la consommation et donc sur l'économie générale... CQFD* », conclut Guy Raulin.

« *Confrontées à la crise économique, à des réductions de subsides et à des exigences de plus en plus nombreuses (transparence, bonne gouvernance, travail en réseau, partenariat privé/public, etc), les associations ont parfois bien du mal à tenir la tête hors de l'eau* », écrivait la FRB dans un des derniers numéros de sa revue Zoom. Si le secteur associatif continue à être malmené et économiquement ignoré, son mal-être risque de faire tanguer le reste du bateau.

FAITS

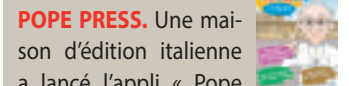
LIVRES. Depuis fin février, la Ligue Braille a lancé une bibliothèque en ligne destinée aux malvoyants. C'est ainsi que 12.000 livres audio, 4.900 livres au format braille et 3.800 livres en grands caractères sont offerts gratuitement aux membres de la Ligue.



INNOVATION. Le Saint-Siège a annoncé fin février la création d'un « Secrétariat pour l'économie ». Cette nouvelle institution a pour but d'unifier et de professionnaliser le Vatican. Le cardinal George Pell, actuel archevêque de Sydney, dirigera ce nouveau « ministère ».



GILET PARE-BALLE. Les agresseurs d'un chauffeur de bus de l'Ohio (USA) lui ont tiré deux balles en plein dans la poitrine. Miraculeusement, les projectiles se sont logés dans un exemplaire du Nouveau Testament qu'il avait dans sa poche.



POPE PRESS. Une maison d'édition italienne a lancé l'appli « Pope Francis Comics ». Le pape y est représenté sous forme de bande dessinée qui a pour objectif d'enseigner aux enfants les paroles et l'histoire du pape. Au même moment, les éditions Mondadori, propriété de Silvio Berlusconi, lançaient le premier numéro de leur nouvel hebdo people : *Il mio papa* (mon pape à moi), dont le succès est déjà garanti.

QUERELLES DE DROITS

Le Danemark vient d'interdire l'abattage rituel des animaux et exige l'étourdissement préalable des animaux. Cette décision suscite l'indignation des musulmans et des juifs vivant dans ce pays. Le ministre en charge de l'application a déclaré devant ces réactions que « les droits des animaux sont prioritaires par rapport aux droits religieux ».

